

Burundi : le patron d'un média privé convoqué au Parquet en lien avec le putsch manqué

@rib News, 21/05/2015 à 14h00 Source AFP Innocent Muhozi (photo), le patron de Radio-Télévision Renaissance, média privé détruit durant le coup d'Etat manqué au Burundi les 13 et 14 mai, est convoqué vendredi au Parquet de Bujumbura "pour enquête" dans le dossier lié à la tentative de putsch, a-t-il annoncé jeudi à la presse. Renaissance, comme les radios RPA - la plus écoutée du pays -, Insanganiro et Bonesha, n'ont plus depuis la destruction de leurs locaux et d'une partie de leur matériel durant la tentative de coup, lors duquel elles avaient relayé l'annonce de la destitution du président Pierre Nkurunziza par le chef du putsch, le général Godefroid Nyombare.

Innocent Muhozi a indiqué jeudi à des journalistes que le motif de sa convocation, reçue jeudi après-midi, était simplement "pour enquête". Il a précisé que le numéro de dossier était celui de la tentative de coup d'Etat et qu'il hésitait à se rendre au Parquet. "Je voulais me rendre à la convocation, mais je reçois des messages inquiétants", a expliqué M. Muhozi. "On peut me dire que j'ai diffusé le message de Godefroid (Nyombare) donc que j'ai participé au putsch. Ca veut dire que d'ici demain, je peux aller en prison et je n'ai pas du tout envie d'aller en prison". M. Muhozi n'a pas exclu que cette convocation soit liée à l'enquête sur l'attaque des quatre médias indépendants et de la radio Rema, réputée proche du parti présidentiel CNDD-FDD, également détruite. "Tous mes collègues sont en fuite", a souligné M. Muhozi, "les patrons d'Insanganiro, RPA, Bonesha, ils ne sont plus ici" à Bujumbura. La RPA avait été fermée par les autorités bien avant le coup, et les émetteurs en province de Renaissance, Bonesha et Insanganiro coupés, ces quatre stations - les quatre principaux médias d'information indépendants au Burundi - étant accusés de relayer les appels aux manifestations contre un troisième mandat du président Nkurunziza qui secoue Bujumbura depuis le 26 avril. Les locaux de Renaissance, Bonesha, RPA et Insanganiro restent bloqués par la police - "à des fins d'enquête", selon la présidence burundaise qui a dans le même temps assuré que ces stations pouvaient réémettre. "La présidence a fait semblant de condamner, elle a dit que nous pouvons recommencer à émettre quand nous voulons, mais c'est une vaste blague", avait annoncé mardi M. Muhozi, interdit d'accès à ses locaux. Le président Nkurunziza a ordonné au ministre public une enquête urgente sur le rôle de tous les médias privés dans la crise, sur une évaluation des dégâts subis (par les médias) et l'identification des auteurs de ces dégâts", avait répondu le conseiller en communication du chef de l'Etat, Willy Nyamitwe, pour justifier la fermeture des radios attaquées.